

Kindleberger Charles; Audretsch, David B. *The Multinational Corporation in the 1980s*. Cambridge, Mass. The MIT Press, 1983, 378 p.

Roger Dehem

Volume 15, numéro 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur :
quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience
québécoise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701631ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701631ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1984). Compte rendu de [Kindleberger Charles; Audretsch, David B. *The Multinational Corporation in the 1980s*. Cambridge, Mass. The MIT Press, 1983, 378 p.] *Études internationales*, 15(1), 231–232.
<https://doi.org/10.7202/701631ar>

triels dominants des pays dominants » (p. 109). Ce sont ces pays qui accordent des bourses aux étudiants des pays en voie de développement afin de leur inculquer les « connaissances scientifiques nécessaires pour convaincre leurs gouvernements à adopter les mêmes politiques » (p. 110).

Dans la troisième partie, l'auteur soutient que l'effondrement du système de Bretton Woods a résulté de l'affaiblissement relatif de la capacité de production des États-Unis. Une telle tentative d'explication semble superficielle car elle néglige l'essentiel : l'accélération de l'inflation américaine et la présence de divergences importantes dans les taux d'inflation nationaux qui rendaient impraticable le fonctionnement d'un régime de parités fixes. Dans les pages qui suivent plusieurs erreurs d'interprétation apparaissent. Ainsi (p. 169), l'accumulation des surplus de pétrole est susceptible de renforcer l'inflation (*pushing up inflation*). Autre exemple (p. 171) : la récente récession mondiale serait causée par la surproduction et la sous-consommation. Dernier exemple (p. 183) : la solution des problèmes des pays déficitaires résiderait dans le recours à un moyen technique, c'est-à-dire le recyclage des ressources financières des pays excédentaires vers les pays déficitaires.

L'auteur met l'accent sur un aspect important du renforcement des relations monétaires internationales et des banques commerciales des pays industrialisés (p. 120) : la promotion d'un climat économique et commercial qui permette aux nombreux pays débiteurs en difficulté d'augmenter leurs recettes d'exportation.

Ce livre laisse le lecteur insatisfait et l'auteur lui-même admet (p. 245) qu'il a uniquement tenté de « démontrer l'existence d'un problème structurel ». Les propositions de réforme sont à peine citées et ne font l'objet d'aucune analyse : les pays industrialisés devraient rechercher un ordre social rationnel et équitable sans épuiser les ressources mondiales des nations périphériques tandis que ces dernières devraient mobiliser leurs énergies pour le bénéfice des masses démunies tout en évitant les dislocations structurelles qui ac-

compagnent une stratégie de croissance axée sur le capitalisme monopoleur.

Cet ouvrage constitue une tentative superficielle des causes des difficultés économiques et financières auxquelles les pays, riches et démunis, ont été confrontés au cours des dernières décennies. Le plus souvent, les difficultés éprouvées par les nations sont perçues comme étant le fruit de la faillite inexorable du fonctionnement d'un ordre international perfide et dominé par les capitalistes. L'auteur néglige donc le phénomène des divergences nationales en matière de discipline fiscale et monétaire, donc en matière d'inflation, et préfère les explications qui s'appuient sur les perceptions marxistes des causes des difficultés et des inégalités économiques et financières.

François GAUTHIER

*Faculté des sciences de l'administration
Université Laval*

KINDLEBERGER Charles; AUDRETSCH, David B. *The Multinational Corporation in the 1980s*. Cambridge, Mass. The MIT Press, 1983, 378 p.

Une décennie s'est écoulée depuis le temps où les multinationales étaient l'objet de débats passionnés. Cible facile pour les contestataires de l'ordre économique établi, les multinationales avaient été stigmatisées à la fois comme instrument d'exploitation de la part de capitalistes étrangers et comme conduit du pouvoir politique étranger porté à enfreindre la souveraineté nationale. Cette critique se faisait surtout entendre au Canada et dans certains pays en voie de développement. Depuis lors, les passions se sont apaisées, les multinationales se sont faites une image plus bénigne, et les militants politiques ont renouvelé leurs étendards. Entretemps, des études économiques sérieuses ont projeté des lumières plus pénétrantes sur les diverses dimensions du phénomène.

Le présent ouvrage, issu d'un colloque tenu en avril 1982, réunit un ensemble de contributions remarquables de spécialistes en

la matière. Quatorze rapports se partagent cinq grands thèmes: la théorie de l'investissement direct à l'étranger, l'organisation industrielle et les marchés internationaux, trois études nationales, la finance internationale, et les leçons pour les États-Unis.

Bornons-nous ici à ne signaler que les contributions les plus significatives, soit par leur originalité, soit par la synthèse qu'elles réussissent à faire des principaux aspects de la question.

Stephen Magee et Leslie Young présentent l'étude à nos yeux la plus originale. Elle porte sur la relation entre les tarifs douaniers, les flux de capitaux, y compris ceux véhiculés par les multinationales, et le comportement de politiciens « endogènes », c'est-à-dire mus par leur intérêt électoral. Alors que, jusque là, la théorie économique s'était bornée à démontrer la possibilité qu'un tarif douanier puisse induire une accumulation de capital là où ce facteur est rare, les auteurs mentionnés visent à expliquer le type de politique tarifaire qui sera induit par les rapports de force politique entre « le » capital et « le » travail. Dans un tel régime à deux partis, le tarif douanier, entre autre, sera utilisé pour « exploiter » soit le capital, soit le travail, ce qui déterminera les entrées et les sorties de capitaux. Contrairement à ce qu'avait démontré la théorie habituelle, l'on ne devrait plus assister à une convergence internationale des dotations relatives du capital et de travail, mais plutôt à une divergence croissante: là où le capital est rare, il sera exploité par un régime de gauche; là où il est abondant, le pouvoir politique de droite attirera davantage encore de capitaux étrangers.

Paul R. Krugman fait le point des nouvelles théories du commerce international et de l'entreprise multinationale. L'idée originellement proposée par Hymer et Kindleberger, selon laquelle l'investissement étranger direct serait une réponse à une imperfection des marchés, est développée par l'auteur qui intègre les apports importants de Richard Caves, principalement sur la différenciation des produits.

Robert Z. Aliber élargit le contexte dans lequel évoluent les multinationales en y in-

troduisant les liaisons monétaires. Les monnaies étant nationales, et les taux de change plus ou moins instables, les transactions internationales sont affectées d'incertitudes coûteuses. L'entreprise multinationale aurait sur d'autres l'avantage de pouvoir réduire ces coûts de transactions, en « internalisant » celles-ci en son sein. La fluidité du marché international des capitaux étant ainsi augmentée, l'indépendance des autorités monétaires nationales en serait réduite d'autant.

Avec une verve exceptionnelle, Éric Kierans s'en prend aux multinationales au nom des valeurs communautaires, nationales ou locales, qu'elles menacent. Il est significatif que Kierans mette en exergue de son article des vers du poète romantique Novalis: « Quand les figures géométriques et les chiffres ne seront plus les représentations des êtres vivants », pour évoquer les valeurs généralement négligées ou non explicitées dans les calculs économiques. Son plaidoyer ne met pas seulement en cause les entreprises multinationales, mais la rationalité économique elle-même comme valeur dominante dans les sociétés modernes. Il plaide pour des politiques nationales en vue de préserver et de fortifier les tissus communautaires. Une telle diatribe anthropologique est plutôt rare dans le camp des économistes. Son utopisme ne la rend pas moins respectable, bien que néfaste à l'expérience. Les politiques qui en ont été inspirées ont généralement déçu.

En conclusion, le présent ouvrage constitue un apport fort utile à la compréhension d'un phénomène à la fois de plus en plus important et de plus en plus banal du monde contemporain. Il est un jalon important qui facilitera de nouvelles recherches et réflexions dans un esprit plus serein.

Roger DEHEM

*Département d'économie
Université Laval*